

L'EUROPE DES EUROPÉENS

par Henri MENDRAS¹

¹ Résumé de l'ouvrage publié chez Gallimard, collection « Folio », 1997.

Introduction: l'Une et l'Autre Europe

L'Europe de l'Atlantique à l'Oural n'est qu'un trompe l'oeil historique. On séparera donc l'Europe occidentale de l'Autre Europe. La coupure entre les deux se situe exactement à la frontière exacte du rideau de fer de 1948, à deux "erreurs" près, l'Allemagne de l'Est et la Bohême, qui font partie de l'Europe occidentale.

Au sein de cet "Occident d'Europe", quatre traits font contraste point par point avec l'Autre Europe :

1. L'individualisme évangélique

L'individualisme occidental doit principalement son origine : a) au message de l'Evangile, par lequel chaque créature attend le salut du seul Créateur; b) au droit romain, le plus individualiste qui soit, tant pour le droit des personnes que pour le droit des biens. Cet individualisme radical a mis des millénaires à pénétrer la société occidentale. Il représente une innovation idéologique d'une force incroyable, heurtant le principe contraire, commun à toutes les civilisations connues, selon lequel le groupe prime l'individu. Il oppose l'Europe Occidentale à toutes les autres cultures, et notamment à celles de l'Autre Europe, pour lesquelles l'homme est avant tout le membre d'une société.

2. Les paysans et les nations

L'Europe Occidentale est peuplée de paysans stables sur leur tenure depuis au moins le XIIe siècle. Le serf était "lié à sa terre", qu'il ne pouvait quitter qu'avec l'accord de son maître. L'Autre Europe a connu une histoire agraire radicalement différente.

L'opposition est nette entre:

- les paysanneries stables et individualistes de l'Europe occidentale
- les paysanneries de l'Autre Europe, soumises à la fois aux boyards et à des traditions collectives où la loi du village et de la famille indivise s'impose à l'individu.

L'idée de nation est étroitement liée à celle de paysannerie stable. Le peuple, la langue et le sol coïncident pour former la Nation. La notion de "frontière naturelle", si essentielle à l'idéologie nationale française, est directement liée à cette paysannerie sédentaire. Quelle que soit la forme prise par l'Etat dans les différents pays d'Europe occidentale, partout l'Etat s'y est identifié à la nation. Par contraste, l'Autre Europe est celle des Empires: elle n'a jamais connu de nations, malgré le mouvement des nationalités au XIX^e siècle. Si les peuples d'Europe de l'Est se sont et se passionnent toujours pour l'idée de Nation, ils n'ont jamais réussi à la faire leur à cause de la diversité des ethnies et de leur imbrication territoriale.

3. La ville, le capitalisme et l'industrie

Dans l'enseignement évangélique, deux préceptes fondent la séparation du temporel et du divin, du religieux et du politique: « *On ne peut avoir deux maîtres, Dieu et Mammon* » et « *Rendre à César ce qui est à César* ». Ces deux mots d'ordre conduisent à la distinction entre l'économique, le politique et le religieux. Une trichotomie inconnue dans la plupart des civilisations, et notamment dans « l'Autre Europe », qui n'a jamais séparé le politique du religieux et de l'économique.

D'autre part, « l'idée inouïe » selon laquelle le capital doit être mis au travail pour produire plus s'est conjuguée à la légitimité bourgeoise pour ouvrir la voie au capitalisme occidental. Par la suite, la liaison entre la science et la technique a déterminé l'essor de la société industrielle.

En revanche, l'Autre Europe (à l'exception de la Bohême, placée, en 1948, de l'autre côté du rideau de fer par une « erreur historique ») n'avait pas, en 1939, d'industrie.

4. La loi de la majorité.

Que la moitié plus un gouverne avec le consentement de la moitié moins un est une règle bien étrange qu'aucune société n'a jamais pensée légitime dans une autre civilisation que celle d'Europe occidentale (et, par contagion, les Etats-Unis depuis un siècle).

Par contraste, l'Autre Europe n'a jamais connu que l'unanimité: dans le *Mir*, tant qu'un chef de famille se refusait à une décision collective, celle-ci n'était pas prise. ce principe unanimiste s'adaptant mal à des ensembles plus vastes, l'Autre Europe n'a cessé d'être tiraillée entre unanimisme et anarchie. Concevoir que la majorité confère une légitimité pour gouverner ne relève pas d'une simple abstraction intellectuelle: cela suppose une vision du monde et d'autrui, une vision de la société où règne la confiance grâce à un Etat de droit et à la ferme conviction que, si la majorité vous échappe, l'Etat garantira votre existence. Cette construction idéologique subtile, que les juristes savants ont mis des siècles à édifier, ne se transfère pas d'une civilisation à l'autre comme une usine clé en main. Toutes les démocraties de l'Autre Europe (sauf la tchèque) ont, avant 1939, cédé devant des gouvernements autoritaires, témoignant de la légèreté des Alliés qui ont cru qu'il suffirait de quelques hommes politiques frottés de parisianisme pour faire fonctionner des élections, des partis et des gouvernements démocratiques. « *Une charmante naïveté, pas complètement dépourvue d'actualité, trois-quarts de siècle plus tard* ».

Individualisme, capitalisme, Etat-nation, règle de la majorité: il ne s'agit pas là d'une série de caractéristiques isolées, mais bien de traits essentiels qui s'agencent en un « modèle ». La nation et la démocratie supposent des citoyens libres; le capitalisme a besoin d'entrepreneurs et d'un Etat de droit.

Aucun de ces éléments ne pourrait exister sans les autres et leur conjonction ne se rencontre nulle part ailleurs qu'en Europe occidentale. La chute du mur de Berlin ne doit pas laisser penser qu'un contraste aussi profond entre deux modèles de civilisation puisse rapidement s'estomper.

II. Un modèle d'Europe occidentale.

Un « modèle » d'Europe occidentale s'articule ainsi autour de quelques notions clés: conception individualiste de l'homme; distinction entre trois légitimités (religieuse, économique, politique); importance du capital; conjugaison de la science et de la technique; force du contrat; Etat de droit; droit de propriété.

Ce modèle va-t-il aujourd'hui vers plus d'homogénéité ou, au contraire les ressources nouvelles de nos sociétés permettront-elles à la variété de s'épanouir? C'est le deuxième point de vue qui est ici privilégié: la société occidentale s'est assouplie, les différents éléments de la société ont acquis un degré de liberté plus grand les uns par rapport aux autres, source d'une nouvelle complexité.

1. L'héritage religieux.

On peut parfois se demander si l'on ne s'approche pas d'une période de déchristianisation totale, la sécularisation de la société étant le corollaire inéluctable de la modernité. La réalité est plus complexe. Les religions établies agençaient quatre dimensions du religieux: expression de l'identité individuelle; continuité d'une culture dans une doctrine et un savoir; principes éthiques et expérience émotionnelle. Aujourd'hui, cet agencement s'est désemboîté: on peut croire sans se référer à une tradition doctrinale, on peut être fidèle à une éthique sans croire. L'expérience émotionnelle devient primordiale et les ressources identitaires se fragmentent.

Chacun peut se construire sa mémoire religieuse personnelle et croire sans forcément appartenir à une Église (« *believing without belonging* »). Ce mouvement est l'aboutissement de l'individualisation de la religion, initiée par la Réforme protestante. Mais ce serait une grave erreur que de croire que ce mouvement conduit à isoler chaque croyant sur ses rites personnels. La nouveauté, désormais, est que l'appartenance est un choix: elle n'est plus assignée par la naissance. En témoigne la multiplication de groupes spirituels divers (« *Free churches* », pentecôtistes, charismatiques...) qui traduisent une formidable « *protestation contre le non-sens* » (Lévi Strauss), dans la mesure où tous sont à la recherche d'une unité perdue entre le corps et l'esprit, l'homme et la nature.

2. Progrès de l'individualisme et convergence morale

De leur héritage chrétien, les populations d'Europe occidentale ont conservé les fondements d'une même morale individuelle et individualiste. Ce substrat demeure vivant dans toutes les populations, régions et catégories sociales.

a) La famille et le travail restent les valeurs premières. Être heureux en famille est l'aspiration première des Européens, et cela quelque soit la forme matrimoniale du couple. Les opinions relatives à la sexualité et au couple sont très diversifiées et souvent inattendues. Ainsi, les Espagnols, qui conservent une structure familiale traditionnelle, sont les plus favorables à une liberté sexuelle complète; les Scandinaves et les Irlandais sont les plus favorables à l'avortement si le nombre d'enfants est jugé suffisant... Les Espagnols sont 60% à accepter le principe des mères célibataires, contre seulement 25% des Suédois... Après la famille, le travail est immédiatement second dans l'échelle des valeurs, mais, là aussi, avec de fortes nuances. Les Français sont ceux qui attachent le plus d'importance à leur travail, alors qu'un Allemand et un Britannique sur cinq estiment que le travail n'est pas très important. Si l'on croit ces résultats, les Allemands seraient les mieux préparés à entrer dans un monde où le travail n'occuperait plus toute la vie d'un individu et où les temps de travail se moduleraient différemment en fonction de l'âge et de la conjoncture économique. En revanche, les Français et les Espagnols seraient les plus mal préparés à ces mutations.

b) **L'intérêt pour la politique varie fortement**, depuis les Belges (qui ne sont que 45% à déclarer discuter parfois politique) jusqu'au Allemands (85%). Partout, les militants sont peu nombreux (5% en moyenne, sauf en Hollande:10%) mais la participation non-institutionnelle (pétitions, grèves, boycotts, manifestations...) est en progrès: l'indice de participation directe serait passé, depuis 1973, de 16 à 24%. A noter que les plus "activistes" sont les Français (indice de participation directe: 32%).

c) **Les régions et les nations.** A l'échelle régionale, les diversités sont beaucoup plus fortes. Les enquêtes montrent, paradoxalement, que la culture anglaise et la culture allemande sont relativement homogènes alors que ces deux pays comprennent catholiques et protestants et que l'un est un Etat fédéral. En revanche, la France, jacobine et centralisée, est presque aussi diverse que l'Italie. En termes de valeurs, les régions les plus traditionnelles sont: l'extrême sud de l'Italie; l'Irlande, l'Extramadure et le Sud du Portugal. L'Angleterre (sauf Londres) et l'Ecosse sont plutôt traditionnelles; l'Allemagne et les Pays-Bas sont modernes, sauf la Bavière. La Norvège est plus traditionnelle que le Danemark et la Suède; la France et la Belgique présentaient des profils très contrastés. Les traditions religieuses ne suffisent pas à rendre compte de ces contrastes, comme le montre l'exemple des Pouilles, plus "modernes" que la Wallonie socialiste.

ind. → d) **Individualisme et permissivité.** On peut distinguer deux formes d'individualisme. Une version pessimiste (variante « particulariste ») fait de l'individualisme le principal vecteur d'affaiblissement du lien social, de la diffusion du chacun pour soi. Une version optimiste (variante "universaliste") insiste sur la reconnaissance du principe d'égale dignité de tous les individus. L'individualisme peut, soit s'opposer à tout lien social, soit ne se concevoir comme intégré dans le social. Une différence particulièrement nette à l'échelle européenne où le degré de civisme varie de 20% à 45%. Les plus « civiques » sont les Irlandais, les Italiens, les Scandinaves; les plus « inciviques », les Français, Belges et Allemands.

Ainsi, la culture scandinave est manifestement de type universaliste: la valorisation de la responsabilité individuelle s'accompagne d'une valorisation de la responsabilité morale respectueuse des règles de vie en commun. A l'opposé, les Français, les Belges, les Portugais, les Espagnols sont des individualistes « inciviques ». La progression des deux individualismes ne semble pas indiquer qu'une convergence se dessine. Mais l'individualisme moderne n'est pas forcément plus égoïste: si la participation au syndicalisme a baissé de 13% à 10%, celle aux associations culturelles a grimpé de 6% à 10%, ce qui semblerait indiquer que les Européens se détournent des associations institutionnalisées pour se tourner vers des groupes qui correspondent à leurs besoins individuels.

3. Famille et parenté

Emmanuel Todd a introduit une distinction entre la **“famille indivise”** - où tous les frères restent ensemble sous le même toit sous l'autorité du patriarche et qui est très répandue dans l'Autre Europe, sauf en Pologne -; la **“famille-souche”** (un seul enfant reçoit la totalité de l'héritage) et la **“famille nucléaire”** (où les parents répartissent leurs biens entre enfants), ces deux derniers modèles caractérisant l'Occident. Todd a également montré qu'à chaque structure familiale correspond une vision du monde (opposition de l'idéologie différentialiste en Allemagne, pays où domine la famille souche inégalitaire et idéologie universaliste en France, pays où s'est imposé la famille nucléaire composée de frères égaux).

Si l'on admet que les structures familiales sont les matrices de différentes visions du monde, la question est alors de savoir si les mutations familiales en cours vont bouleverser les attitudes les plus ancrées ou si les idéologies sont suffisamment autonomes pour survivre aux structures familiales ? Une chose est sûre: les différences entre modèles familiaux se sont considérablement accrues depuis trente ans. A l'époque, presque tous les pays observaient une moyenne de 2,5 enfants par famille. La famille de deux enfants est aujourd'hui répandue en Europe du Nord et en France. En revanche, au nord de l'Italie et de l'Espagne; en Allemagne du Sud, l'enfant unique est devenu la règle. Autrement dit, le contraste s'accroît entre les pays qui assurent le renouvellement de leur population et les autres.

Aucun élément décisif ne peut être avancé pour rendre compte de la limitation du nombre de naissances : ni le facteur religieux (en témoignent les faibles taux de natalité de l'Espagne et de l'Italie), ni l'activité féminine (la Ligurie est la région d'Europe qui présentait simultanément les plus bas taux d'activité féminine et les plus bas taux de fécondité).

Jusqu'aux années 1970, les structures familiales paraissaient inébranlables malgré le bouleversement des valeurs et l'enrichissement: contrairement à une longue tradition de mariage tardif, les jeunes d'Europe Occidentale se marient de plus en plus tôt, le nombre de célibataires, de naissances hors mariages et d'unions libres diminuaient et ne concernaient que des groupes marginaux. Ce mouvement pouvait alors être analysé comme une convergence des mœurs qui voyait, pour la première fois, l'Europe occidentale toute entière soumettre toutes ses populations à l'institution familiale chrétienne. Mais, brusquement, au début des années 1970, la révolte des soixante-huitards a fait tache d'huile: ce qui semblait n'être qu'une rébellion limitée s'est révélée un bouleversement total d'une institution fondamentale de la Chrétienté. Désormais, l'âge moyen au mariage est, à nouveau, supérieur à 26 ans dans tous les pays, alors qu'il n'est nulle part supérieur à 24 ans dans l'Autre Europe. Le nombre de naissances hors mariage varie fortement, de 50% en Suède à 15% en Allemagne en passant par 35% pour la France. Le nombre de ménages composé d'une seule personne représente désormais 40% du total en Allemagne de l'Ouest et en Suède, 27% en France. La diversité matrimoniale réapparaît: célibat, mères célibataires, concubinage, familles recomposées... Si la famille recomposée devenait majoritaire, l'Europe continentale connaîtrait une transformation majeure de son système de parenté qui tendrait à se rapprocher du modèle anglais qui donne la primauté à l'individu.

Cependant, la fragilisation de la cellule familiale va de pair avec un renforcement de la parentèle. L'allongement de la durée de vie a ajouté une génération à tous les lignages et ce réseau joue un rôle fondamental dans la redistribution des services, des revenus et des patrimoines. Les 3/4 des Européens mariés vivent à moins de 20 km de leurs parents et la tendance se répand de "faire vivre" la parentèle comme mémoire, source d'identité, réseau de sociabilité et soutien économique et moral.

Seules font exception l'Allemagne (où le nazisme a entraîné une rupture entre les générations) et la Grande-Bretagne (qui, à l'exception des milieux aristocratiques, fait peu de cas de la parenté). La famille joue de plus en plus un rôle de soutien économique. Mais le rapport entre les générations s'est inversé: ce ne sont plus les enfants qui prennent leurs aînés à charge mais les parents qui se font un devoir d'aider les enfants. Devant les difficultés de l'Etat-Providence, la parentèle reprend une partie de ses responsabilités. Reste que les rapports familiaux, s'ils ne se sont pas forcément distendus, se sont transformés : l'individu n'est plus soumis à l'institution; c'est celle-ci qui doit le servir. Chacun attend de la cellule familial son bonheur individuel et s'il n'est pas comblé, il en change. Autrefois, les rapports étaient définis par des normes claires. Aujourd'hui, les rapports sont devenus électifs: chacun choisit dans la parentèle avec qui et comment il souhaite entretenir des relations.

4. Naguère, des classes et des strates...

Le triomphe de la classe moyenne a remis en question le schéma marxiste et l'a remplacé par le schéma de la pyramide sociale faite de strates superposées. Dans tous les pays d'Europe occidentale, l'extraordinaire expansion démographique et économique des années 1950/60 s'est soldée par un bouleversement des structures de l'emploi, des professions et par une forte mobilité sociale. Désormais, l'origine sociale est moins déterminante que le niveau d'instruction dans le choix du conjoint. Autrement dit, l'héritage économique et social perd de son importance et l'acquis scolaire de chaque individu devient plus décisif. Dès lors que les grands regroupements sociaux ne sont plus la structure fondamentale de nos sociétés, les individus ne sont plus enfermés dans des univers restreints et cohérents. La culture ouvrière, bourgeoise ou populaire ne sont plus là pour offrir des modèles de comportement et des normes morales fermes. Mais, si la société s'est assouplie, le mouvement d'ascension sociale des Trente Glorieuses est, dans tous les pays, en passe de se ralentir.

5. Demain, des clivages et des réseaux ?

a) L'apparition de "**classes d'âges**" et leur institutionnalisation est la transformation la plus radicale subie par les sociétés occidentales depuis 50 ans. Ce phénomène correspond à une restructuration complète de la société, analogue à l'apparition des classes sociales avec le développement des sociétés industrielles au XIXe siècle. Autrefois, les jeunes étaient de "jeunes adultes" et non des "jeunes" différents des adultes. A cette époque, l'entrée dans la vie active, le mariage et la fondation d'un foyer coïncidaient: on quittait ses parents pour se marier quand on était en état de gagner sa vie et on devenait ainsi "adulte" d'un seul coup. Aujourd'hui, ce passage de l'adolescence à l'âge adulte s'étale sur une dizaine d'années, et de façon très variée selon les pays européens, depuis les pays méditerranéens - où l'on reste au foyer parental jusqu'au mariage - jusqu'au modèle français/nordique où les jeunes quittent le domicile des parents le plus tôt possible, même s'ils n'ont pas fini leurs études, pour vivre entre "copains" et "copines". A l'autre extrême, l'allongement de la durée de la vie a créé une nouvelle catégorie sociale, le troisième âge, qui est l'antithèse parfaite de la société productiviste et laborieuse des Trente Glorieuses: loisir complet, bonne santé, revenu assuré.

b) Dans presque tous les pays, l'**égalité des sexes** dans l'enseignement est désormais réalisée. Dans tous les pays, une majorité d'hommes et de femmes s'accordent à considérer qu'une femme qui le désire est fondée à prendre un emploi (il y a vingt ans, une majorité pensait que l'emploi féminin ne devait répondre qu'à une contrainte). Mais, si les femmes représentent 40% de la main-d'oeuvre européenne, leurs salaires restent de 23 à 35% inférieurs aux salaires masculins. Là aussi, plusieurs modèles se dessinent : en Grande-Bretagne et au Pays-Bas, le taux d'emploi féminin est faible, les différences salariales accusées, une forte proportion de femmes travaillent à temps partiel et quittent leur emploi à l'arrivée des enfants. Le contraste est net avec le Danemark où les taux d'emploi et les niveaux de salaires sont quasiment équivalents à ceux des hommes. A noter que, partout, le mariage accroît les chances de réussite professionnelle de l'homme et diminue celles de la femme.

c) Ainsi, la fragmentation des anciennes classes et l'enrichissement moyen ont donné l'impression que l'égalité était en train de progresser. Mais, de nouvelles inégalités, plus nuancées, se font jour. L'information, par exemple, devient un atout essentiel pour trouver la meilleure école, ou le meilleur hôpital. Dans les villes, la ségrégation sociale s'est accrue dans tous les pays. Surtout, aux deux extrêmes de la société, on note une tendance dangereuse à la cristallisation : la pauvreté est de plus en plus stigmatisante et l'élite a une fâcheuse propension à se renfermer sur elle-même. La pauvreté d'autrefois était répartie partout, dans les villes comme dans les campagnes, et était largement héréditaire. Aujourd'hui, elle résulte avant tout d'un processus de disqualification sociale: on "tombe" dans la pauvreté suite à un accident de la vie (chômage, accident, divorce). Avec le risque que cette "nouvelle pauvreté" redevienne, à nouveau, héréditaire, et que se crée un nouveau "sous-prolétariat". Dans tous les pays, la précarité professionnelle se conjugue à la précarité conjugale, sans qu'on puisse dire, cependant, si c'est le chômage qui rompt les liens familiaux ou si c'est l'instabilité conjugale qui favorise le chômage. Mais les façons de vivre l'inégalité sont très contrastées. En France, l'importance du travail fait que le chômeur se sent dégradé: une distance se crée entre lui, ses voisins, parents et collègues et voisins. En Grande-Bretagne, la force du monde ouvrier, l'importance du voisinage, l'importance d'institutions comme le "pub" et une moindre valorisation du travail font que le chômeur conserve sa sociabilité, voire l'amplifie, par les liens qui se créent entre chômeurs. Le regard porté sur la pauvreté varie également d'un pays à l'autre. Il y a dix ans, les Français pensaient que si les gens étaient pauvres, c'était de leur faute. Mais l'opinion publique s'est désormais retournée: la pauvreté est considérée comme un malheur social dont l'individu n'est pas responsable. D'où le thème de la "solidarité nationale". A l'inverse, les Anglais considèrent qu'il faut stimuler le pauvre et éviter le piège de l'assistance.

Trois modèles de pauvreté coexistent:

- **la pauvreté intégrée** des régions sous développées et sous-industrialisées où les pauvres sont nombreux et restent fortement intégrés aux réseaux de sociabilité familiaux et de voisinage. La lutte contre la pauvreté relève ici d'une politique globale de développement économique.

- la **pauvreté marginale** des inadaptés, laissés pour compte de la croissance économique des Trente Glorieuses.

- la **pauvreté disqualifiante**, née des divers mécanismes qui excluent un nombre de plus en plus grand de gens "tombés" dans la pauvreté par accident. Il s'agit là d'un phénomène principalement urbain.

A l'autre bout de la société, on note une sclérose des **classes dirigeantes**. Pourtant, partout, les efforts de démocratisation de l'éducation ont été couronnés de succès sur le plan quantitatif. Aujourd'hui, près de 90% des jeunes de 16 à 18 ans poursuivent des études en France, Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas. Pourtant, l'égalité des chances n'a fait de progrès décisif dans aucun pays. Dans tous les pays, les élites gouvernementales, politiques, administratives se professionnalisent de plus en plus. D'où un risque d'éloignement de la masse des citoyens. Au niveau des universités, le contraste est grand entre le système anglais, sélectif et malthusien (taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur de 8.5%) et l'ouverture des universités françaises ou allemandes (taux de 25/23%). Trois modèles de formation des élites se dessinent: le modèle anglais d'Oxbridge où un recrutement de type aristocratique passe par deux universités conférant une formation générale; le modèle français des grandes écoles, qui se veut méritocratique, et qui produit une élite très différenciée par sa formation (droit public/économie par Sciences-Po et l'ENA ou mathématiques par Polytechnique) et le modèle allemand, autrichien, scandinave, italien, fondé sur plusieurs universités dont aucune n'occupe de position réellement dominante. On rappellera, qu'en France, le choix des élites se fait beaucoup plus tôt qu'en Allemagne: dès l'âge de 20 ans, on connaît, dans l'Hexagone, les noms de ceux qui ont des chances sérieuses d'atteindre les cimes du pouvoir alors, qu'outre-Rhin, il faut attendre 35/40 pour qu'un début de carrière réussi ouvre les chemins des postes dirigeants.

Ainsi, par un étrange paradoxe, les progrès de l'égalité ont entraîné une multitude d'inégalités. Les sociétés européennes sont traversées par une série de nouveaux clivages. Des inégalités nouvelles, de type catégoriel et non plus personnel, se dessinent.

5. L'Etat, entre l'Europe et les régions

a) L'Etat est devenu "trop petit pour les grandes choses et trop grand pour les petites" (Daniel Bell). Ce constat est particulièrement vrai pour les quatre grands pays d'Europe occidentale où l'Etat a perdu de ses compétences régaliennes et où l'on voit se reconstituer une "Europe des villes". Au moment où l'Etat Providence tend à se décharger de ses responsabilités sur les collectivités, différents éléments jouent en faveur d'une reprise de l'autonomie de décision des grandes villes, et même des villes moyennes dans tous les pays. Mais il serait trompeur de s'en tenir à un diagnostic simpliste d'effacement de l'Etat, qui conserve un rôle central et décisif entre Bruxelles et les capitales régionales. A certains égards, l'Etat est plus présent que jamais dans la vie quotidienne, civique, familiale et professionnelle des citoyens en tant que protecteur des faibles et prestataires de services. Cependant, si rien ne peut se faire sans l'Etat, il est vrai que ce dernier ne peut plus négocier, commander et se faire obéir sans négocier avec Bruxelles, les autorités régionales et les représentants des corporations. Dans les pays où l'Etat est faible et où les pouvoirs locaux et corporatistes sont bien organisés, cette évolution se fera sans heurts majeurs. En France, où les autorités intermédiaires n'ont d'autre légitimité que celle conférée par les autorités étatiques, le choc est brutal.

b) L'immigration reste une bonne pierre de touche pour comparer les diverses conceptions de la nation et de la citoyenneté. L'opposition ancienne entre la conception allemande et française se vérifie toujours : la capacité d'assimilation de l'Hexagone s'exprime par le fort pourcentage de couples mixtes (20% des enfants nés de père algérien ont une mère française et 25% des enfants nés de mère algérienne ont un père français). En Allemagne, 2% seulement des enfants nés de mères turques ont un père allemand.

6. La diversité des capitalismes

Depuis la disparition de l'opposition communisme/capitalisme, c'est désormais la diversité des « capitalismes » qui focalise l'attention. Au sein même des quatre "grands" d'Europe occidentale, les différences sont si fortes entre régions ou secteurs qu'il est presque abusif de parler de formes nationales du capitalisme.

On peut discerner quatre types de capitalisme:

- **le capitalisme négocié** (Suède, Allemagne, Autriche, Espagne) partout mis en difficulté par la mondialisation économique.

- **le capitalisme réticulaire** (Italie, Danemark, Allemagne du Sud, Nord de l'Italie), fondé sur des districts industriels qui rassemblent une constellation de PME fonctionnant en réseau et qui bénéficient de services étatiques et bancaires à leur niveau. Le modèle le plus achevé se trouve dans le triangle Turin-Milan-Trieste où les fondements du décollage sont sociaux et non économiques: structure familiale forte, réseaux d'entraide, ouverture sur l'international, institutions municipales et bancaires actives...On voit là renaître l'Italie des villes et principautés de la fin du Moyen-Age qui avaient l'habitude de se gouverner elles-mêmes et d'entretenir des liens avec le monde entier.

- **le capitalisme colbertien**. En France, les chefs d'entreprise ont toujours hésité à s'aventurer hors des frontières sans l'aide de l'Etat; la vie économique demeure centralisée de façon excessive. La force du modèle français tient avant tout à la capacité de décision de l'Etat et à la compétence de ses grands corps d'ingénieurs. Mais, rien ne sert de chercher un remplaçant au modèle français du côté du modèle rhénan ou libéral car on ne peut importer un mode gestion du capitalisme. L'absence d'interdépendances entre les différentes institutions économiques; l'incapacité à synchroniser les changements en dehors des périodes de crise et le fait que l'Etat soit seul à pouvoir faire émerger de nouveaux compromis sont autant d'obstacles à l'importation du modèle rhénan en France.

- **le capitalisme individualiste** à la Thatcher, pour qui il n'existe pas de société mais que des individus.

Ainsi, au moment où le modèle suédois est obsolète, où le modèle allemand et le modèle français se révèlent trop rigides face à la mondialisation, il ne semble plus rester en piste que le libéralisme à l'anglaise et les réseaux à l'italienne. Mais les modèles allemands et français, plus proches qu'il n'y paraît, recèlent des ressources pour se transformer: seule leur alliance permettrait de sauver un capitalisme organisé.

Conclusion: Changer en restant soi-même.

Un trompe l'oeil historique pourrait laisser penser que la diversité s'estompe et que la modernité est un rouleau compresseur qui écrase toutes les aspérités. En réalité, unique par ses caractères majeurs communs, l'Europe occidentale reste extraordinairement diverse. Le changement perpétuel qui l'anime ne va pas, contrairement à une idée répandue, vers plus d'homogénéisation. Ainsi, l'américanisation de l'Europe n'est qu'un faux semblant: la multiplication des MacDo n'est que l'effet d'une diversification de nos pratiques alimentaires, qui a débuté avec l'introduction des cuisines italienne, marocaine, asiatique... La diversité croissante de nos goûts et de nos moeurs entrave la domination d'une seule culture.

Pendant les Trente Glorieuses, l'économie fut le moteur qui fit faire à l'Occident son prodigieux bond en avant. Désormais, la technique n'est plus le *primum movens*, le social commande l'économie plus que le contraire. Du coup, la tension de tout un peuple vers le progrès se relâche: il n'y a plus de projet de société capable de mobiliser les énergies dans l'espoir d'un avenir meilleur. La révolution majeure est sans doute le retournement du rapport entre l'individu et le groupe. Le bonheur du citoyen, et non la gloire de la nation, doit désormais être la préoccupation majeure de tout gouvernement. Chacun se veut libre de construire lui-même normes, modes de vie, réseaux d'amitié.

Mais les esprits chagrins qui s'alarment à l'idée d'un lien social distendu et d'un individu isolé dans la « foule solitaire » se trompent: l'individualisme suppose des liens sociaux renforcés, des valeurs communes, des sentiments partagés...Chacun se cherche des communautés où il puisse se sentir lui-même, avec d'autres.
